

SABRINA MELENOTTE ET BRUNO BARONNET*

Introduction

Les sciences sociales à l'épreuve des (dé)mesures

Penser la mesure des hommes et des choses. Voici un défi d'une ampleur non négligeable qui renvoie à notre capacité à évaluer, juger, estimer la grandeur d'une action ou d'une personne. Le présent ouvrage va décliner sous plusieurs formes les notions de mesure et de démesure relatives aux peuples autochtones, empruntant à la sociologie pragmatique l'idée que les petits ou les grands hommes et les petites ou grandes actions se façonnent au fil de l'histoire et s'inscrivent dans des contextes différents qui rendent ces notions peu généralisables.

La recherche en sciences sociales, notamment en anthropologie et en sociologie politique, doit se montrer à la hauteur des enjeux de l'étude des nombreux défis posés aux peuples autochtones. Elle est mise à l'épreuve par des questionnements sur des actions et des processus (dé)mesurés, en raison même de la nature complexe de la catégorisation des peuples autochtones dans leur diversité. Selon Irène Bellier (2013: 14), «l'indéfinition juridique de la catégorie bouscule le système des définitions existantes, qui varient selon les États qui les produisent et les langues qui les expriment».

* Chercheurs associés au Laboratoire d'anthropologie des institutions et des organisations sociales (Laios) de l'Institut interdisciplinaire d'anthropologie du contemporain (IIAC) à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris. Coordinateurs depuis 2011 du réseau thématique de recherche «Peuples Autochtones» (<http://reseaupeuplesautochtones.org>).

Au-delà du principe de l'auto-identification reconnu au niveau international comme critère de définition, les études comparatives permettent de considérer que l'expression peuples autochtones constitue une « catégorie politique relationnelle » en tant que telle qui est susceptible d'opérer différemment selon les configurations sociopolitiques (*ibid.* : 21). Même si ce point n'a pas fait l'objet direct de vastes débats juridiques au niveau international, « l'expression peuples autochtones agite la communauté scientifique, des querelles identitaires et des usages politiques brouillent la donne » (*ibid.* : 16). Pour autant, nous tentons ici de prendre la mesure du monde sous le prisme des mondes autochtones et des sens qu'ils donnent à leurs projets sociaux, politiques et culturels, une douzaine d'années après l'adoption de la Déclaration des droits des peuples autochtones aux Nations unies.

MESURER LA TAILLE DU MONDE DEPUIS LES PEUPLES AUTOCHTONES

Qui dit mesure, dit norme.

Il y a quelques années, un volume de la revue *Cahier du Gemdev* proposait de mesurer la mondialisation (Bellier, 2007) dans une perspective pluridisciplinaire. La division classique entre sciences quantitatives et sciences qualitatives invitait non seulement à penser la mesure depuis les différentes disciplines mais aussi à porter une réflexion sur ce que mesurer veut dire.

Mesurer conduit à normer en objectivant le réel de manière à quantifier et qualifier des espaces, des temps, des sujets, des cultures à l'aide de valeurs, de paramètres et d'indicateurs. On peut d'abord saisir la (dé)mesure comme une question d'échelle, un outil de mesure issu de la géographie. Cela suppose d'établir des niveaux, des échelles de grandeur, des systèmes d'évaluation, de localisation, d'identification d'acteurs autochtones, tous marqués par la diversité culturelle, mais aussi par le racisme et des inégalités disproportionnées. Il s'agit d'introduire des moyens de mesure et de proportion du réel à plusieurs fins : ils peuvent servir à contrôler la population, à justifier et autoriser des bénéfices politiques et économiques ou, au contraire, à introduire des droits et des normes internationales pour contrer des excès et des transgressions qu'imposent d'autres normes, valeurs et visions du monde. Mesurer implique en ce sens d'évaluer et de qualifier pour produire de la connaissance et de l'entendement sur le réel. Cette quête de sens sur le non-sens est néanmoins constamment sous tension, toujours récupérée par des forces irrationnelles. « L'irrationnel limite le rationnel qui lui donne à son tour sa mesure », disait Albert Camus (1951 : 369). C'est dans cette tension que se produisent des normes sociales qui se négocient, s'arrangent, et/ou se confrontent. Bien souvent, ces normes sont produites par des États, des organismes de développement ou

des entreprises chargées de mettre en œuvre des projets de développement qui transforment en profondeur d'autres normes locales, autochtones ou coutumières.

À l'aune des changements qui bousculent la vie et les savoirs des peuples autochtones, différentes dimensions d'analyse ouvrent la voie à des perspectives critiques en relation avec la conceptualisation de la (dé)mesure en sciences sociales.

Une première tension est théorique et empirique. Elle ressort des effets de la (dé)mesure et pose une question éminemment anthropologique : comment créer des concepts, des indices et indicateurs, ainsi que des savoirs « autochtones », sans perdre de vue la diversité culturelle des populations et les violences économiques, sociales et politiques auxquelles elles sont soumises ? Cette question anthropologique intarissable est condensée ici dans l'effort de resituer l'analyse dans des contextes suffisamment fouillés pour prendre la mesure de démesures elles aussi multiples et diverses.

Une seconde tension est conceptuelle et porte sur la question de la taille, du découpage et des écarts entre les objets et les sujets de même nature. Cela suppose de les mettre sur un même plan pour produire des données, des chiffres, des éléments de comparaison. Par exemple, en matière autochtone, le découpage territorial en deçà ou au-delà de l'État induit l'examen d'une géopolitique de la reconnaissance de peuples, nations ou nationalités autochtones. Il est souvent considéré et présenté par les dirigeants étatiques comme une véritable menace à l'intégrité et à la souveraineté de l'État. Ou encore sur le plan économique, la valeur monétaire des « seuils de pauvreté » ou celle accordée aux économies de subsistance fait peu de sens pour des échanges et des transactions relevant souvent du spirituel et de l'immatériel.

La démesure, quant à elle, invite à penser « au-delà » de la mesure, la disproportion et l'excès de projets économiques ou politiques, le « hors échelle » qu'ils peuvent impliquer ou produire, l'absence de prise en compte de certains critères dans leur élaboration ; mais elle invite aussi à penser « en deçà » de la mesure, en réfléchissant ainsi sur l'absence de mesures et de critères adaptés, ou le manque d'ancrage local de certaines mesures prises, de certains indicateurs imposés, de savoirs locaux non mesurés.

Enfin, parler de (dé)mesure interroge la valeur de nos évaluations, de nos outils de mesure, de nos concepts, de nos catégories, de nos représentations du monde, de la science et du savoir. Une question qualitative dont les implications sont épistémologiques.

En réunissant de nouveaux résultats de recherche, ce livre explore des contextes autochtones dans lesquels les peuples sont soumis à différentes logiques démesurées et auxquelles ils répondent par d'autres normes et savoirs qui réintroduisent

de la mesure. L'articulation conceptuelle réside donc dans l'analyse de ce qui est mesuré et de ce qui, au contraire, est considéré comme démesuré, c'est-à-dire dans l'excès, voire dans la transgression des normes et des droits. Elle s'intéresse à l'introduction de projets mesurés dans ou contre des projets démesurés qui touchent les peuples autochtones, aussi bien en ce qui concerne les dangers écologiques et culturels que les risques de violences de nature diverse qui affectent les rapports sociaux de près de 370 millions d'autochtones sur la planète.

Dans une démarche modeste de diffusion des connaissances anthropologiques, ce livre souhaite contribuer à mieux saisir les enjeux des relations qu'entretiennent les peuples autochtones avec les États, les marchés et les organisations sociales en tant que rapports complexes et souvent conflictuels qui impliquent des transgressions et le dépassement de normes et de pratiques respectueuses des réalités locales. En quoi et comment les peuples autochtones sont-ils l'objet de pratiques économiques, politiques et sociales démesurées? En quoi les normes et les pratiques d'États ayant pris le tournant multiculturaliste, ou qui ont adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones (DDPA) votée en 2007 par l'Assemblée des Nations unies, permettent, tolèrent-ils, voire produisent-ils ou reproduisent-ils des pratiques parfois violentes, souvent discriminatoires et racistes, à l'encontre des peuples autochtones? Dans quelle mesure l'adoption de nouveaux cadres législatifs offre-t-elle au contraire de nouvelles possibilités aux peuples autochtones pour contrer ces démesures et faire valoir leurs droits et savoirs?

Avec les outils des sciences sociales, les quatorze chapitres suivants traitent de thèmes relatifs aux droits, aux luttes, à l'éducation, à l'économie et à l'organisation politique de peuples autochtones à partir d'études de cas spécifiques. Sont réunis ici les premiers bilans d'expériences autochtones à plus d'une décennie de l'adoption de la DDPA (voir Charters et Stavenhagen, 2013; Bellier, Cloud et Lacroix, 2017). Les demandes sont toujours plus nombreuses pour des peuples autochtones en quête de reconnaissance de leurs droits, modes de vie, économies, exigences de reprendre le contrôle de leurs ressources naturelles, leurs savoirs et leurs pouvoirs. Ces exigences peuvent s'exprimer par un spectre ample de démarches pouvant aller des demandes radicales d'autonomie politique et économique, comme le font les Mayas zapatistes du Mexique, jusqu'à des négociations étroites avec des entreprises minières ou de pêche, comme chez certaines Premières Nations en Amérique du Nord, mais aussi dans les pays dits du Sud sur d'autres continents. L'application partielle du droit à la consultation semble aujourd'hui modifier les débouchés de ces négociations. Pour autant, malgré l'existence de traités internationaux, d'actes juridiques et de déclarations officielles, bien souvent les peuples autochtones continuent de faire l'objet de traitements démesurés et inégaux.

Au fil des études de cas, l'ouvrage aborde également les défis liés aux savoirs et aux pouvoirs des peuples autochtones, en particulier les transgressions à la normativité que suscitent les expériences construites par des sujets dotés de ressources et de droits collectifs souvent violents. En quoi les expériences autochtones s'approprient-elles ou subvertissent-elles les normes et pratiques dominantes? Se pencher sur la production des savoirs autochtones dans différents contextes interroge leur capacité décolonisatrice, et offre une mesure des avancées et limites d'initiatives venant d'organisations et de collectivités autochtones, comme autant d'expériences de sujets cherchant à redéfinir, s'approprier et créer des instruments d'émancipation et d'autodétermination.

LA DÉMESURE DU MONDE : EXCÈS, TRANSGRESSION ET DISPROPORTION AFFECTANT LES PEUPLES AUTOCHTONES

Qui dit mesure, dit excès.

Car la mesure renvoie à la démesure qui lui est intrinsèquement rattachée. Qui parle de démesure suppose qu'il existerait une mesure plus « juste », qu'il faut sinon réintroduire, du moins tenter d'atteindre. La DDPA a certes établi une norme internationale relative aux droits des peuples autochtones, renforçant celle de la consultation préalable déjà présente dans la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail. Pour autant, la démesure témoigne des écarts violents entre la norme et la réalité juridique¹ et des inégalités et des injustices profondément ancrées dans les sociétés.

Comme le suggère l'anthropologue Irène Bellier dans le chapitre d'ouverture, la démesure est liée, non pas à l'extrême de l'au-delà ou de l'en deçà du mesurable ou du représentable, mais à l'inadéquation continue ou relative des catégories à partir desquelles on travaille. En matière autochtone, avance Bellier, la mesure est sujette à caution dès lors qu'elle envisage des politiques publiques. Sous l'impact de la DDPA de 2007, des politiques de reconnaissance ou des projets plus amples de lutte contre la pauvreté ou de développement instaurent de nouveaux critères et indicateurs (base de données, recensements) pour identifier, compter et quantifier les populations autochtones, postuler les effets des programmes mis en œuvre et évaluer des résultats à venir. Avec la DDPA, l'instauration de nouveaux dispositifs de « mesure » des peuples autochtones exprime le besoin de combler un « manque » qualitatif établi par la dépendance à un savoir qui se voudrait « exact ». Bellier remarque que les mesures politiques ne peuvent générer que des frustrations si elles s'alignent sur des injonctions économiques

1. Voir les travaux des ouvrages suivants: Stavenhagen, 2013; Charters et Stavenhagen, 2014; Bellier, Cloud et Lacroix, 2017; Iwujia, 2017.

pour rendre compte des objectifs de développement, plutôt que sur les dimensions culturelles et juridiques que confère la reconnaissance. Celles-ci sont donc à relier aux luttes autochtones et aux mouvements sociaux.

Cet ouvrage collectif appréhende également la démesure sous ses aspects politiques, notamment des pratiques politiques violentes, et économiques, par le biais de projets qui pénètrent les territoires des peuples autochtones, à travers la critique de la « colonialité du pouvoir et du savoir » (Quijano, 2007). La démesure du monde renvoie à une échelle temporelle longue et à des espaces qui traduisent des rapports de pouvoir qui se sont déclinés de manière asymétrique au fil de l'histoire, en se reproduisant trop souvent au détriment des peuples autochtones.

La première partie de cet ouvrage s'ouvre sur deux articles évoquant les conflits armés et les effets des violences politiques et criminelles au Mexique et en Colombie. Sabrina Melenotte traite plus particulièrement la métamorphose des violences qui s'abattent sur le Mexique ces dix dernières années et qui suscitent des réactions innovantes et originales des peuples autochtones organisés. Elle montre que, loin de mettre fin aux mobilisations sociales et ethniques, les violences contemporaines stimulent des expressions de justice autonome pour combler le manque d'accès à la justice étatique et l'impunité qui suivent de manière systématique les assassinats des peuples autochtones. Elle développe trois illustrations de justice autochtone au Mexique à partir de ses deux principaux terrains dans les États du Chiapas et du Guerrero : l'affaire des 43 étudiants d'Ayotzinapa disparus dans des conditions obscures et en toute impunité ; les expériences de « citoyenneté armée » des Mayas zapatistes et des polices et gardes communautaires au Guerrero et au Michoacán ; et enfin, le lancement de la candidate indienne María de Jesús Patricio Martínez aux élections présidentielles de 2018. Ces exemples permettent de montrer certains ressorts politico-culturels du mouvement autochtone au Mexique qui s'arme, au sens littéral et symbolique, contre les violences politiques et criminelles pour construire une paix durable dans les territoires sous leur contrôle.

Anna Schmit, quant à elle, inscrit son chapitre dans une analyse du modèle de développement économique néolibéral en Colombie. Elle articule le conflit armé colombien à l'expansion minière et agro-industrielle pour montrer que les acteurs armés privés collaborent avec les forces militaires pour le contrôle des territoires. En adoptant une perspective de genre, et en suivant l'organisation des femmes wayúu de la région de la Guajira, Schmit démontre que, dans ces territoires contrôlés par des acteurs armés, les violences sexuelles sont extrêmement élevées. En réponse, l'alliance des femmes autochtones colombiennes a permis de lever le voile sur cette question non appréhendée par le gouvernement grâce à l'élaboration d'un contre-rapport porté aux Nations

unies. L'originalité de cette action collective réside dans la manière dont les femmes autochtones ont montré que leur corps était le premier territoire de convoitise des acteurs armés et violents. Par une mise en abîme politique, elles argumentent que les violences sexuelles sont une entrave à l'exercice de la souveraineté des peuples autochtones.

À partir d'un travail d'anthropologie juridique auprès des Mapuche du Chili, Leslie Cloud montre comment une escalade démesurée de violences entache l'État de droit à l'aune du respect des droits des peuples autochtones. En effet, la criminalisation des militants autochtones et de leurs défenseurs est le reflet de la démesure du recours par le gouvernement chilien aux « états d'exception », non pas dans des situations de crise mais à des fins de contrôle politique des acteurs des mobilisations sociales, notamment ceux qui revendiquent la récupération des territoires ancestraux et qui tombent sous le coup d'accusations excessives d'action terroriste. L'auteure explique que, face au recours étatique démesuré à cette forme de violence, il demeure indispensable d'améliorer l'accès des peuples autochtones aux droits et à la justice. Selon Cloud, le bilan actuel de l'interculturalité dans le domaine judiciaire montre des changements accomplis à demi-mesure, aussi bien avec l'instauration d'un modèle de défense pénale spécialisée qu'au sein des conflits environnementaux et territoriaux au Chili. Considérant que l'offre juridique en matière de droits autochtones et l'interprétation interculturelle des droits humains sont des conditions d'un État de droit pour les peuples autochtones, les stratégies disproportionnées de criminalisation des mobilisations des Mapuche se placent dans le sillage d'un véritable État d'exception.

Nombre de peuples autochtones s'opposent aux États en demandant des réparations face à la dette historique du colonialisme. Considérée souvent comme une extension de cette oppression historique, la globalisation économique n'a pas seulement induit un changement d'échelle des relations sociales qui concernent les peuples autochtones, elle a aussi entraîné un accroissement des inégalités et de la pauvreté dans le monde. Dans ce cadre, les peuples autochtones se retrouvent bien souvent au premier plan de projets économiques imposés par des entreprises et autorisés par les États, mais sans respecter le droit à la consultation préalable. La démesure est donc également saisie dans l'ouvrage par des analyses critiques des contextes de « multiculturalisme néolibéral » (Hale, 2005), qu'on se propose de saisir « au concret » (Gros et Dumoulin, 2012), à partir de territoires et de rapports de pouvoirs situés.

Ces disproportions sont reliées aux externalités négatives du néolibéralisme économique, mais aussi aux impacts sociaux et culturels des violences de l'État envers les tentatives autochtones d'exercer leurs droits au sein de leurs territoires (Cloud et Le Bonniec, 2012). Au Mexique encore, Verónica

González observe, analyse et critique la démesure de l'État dans la violation des droits des peuples autochtones, spécialement le droit à l'autodétermination. L'hégémonie de l'État mexicain oscille entre divers niveaux de tolérance et une répression disproportionnée envers ses opposants. Cette démesure est mise en évidence par le mouvement autochtone sur la scène nationale et internationale, grâce à la dénonciation de la violation systématique des droits de ces peuples. Cependant, l'agenda politique des acteurs étatiques ne prend pas suffisamment en compte les enjeux concrets des droits à l'autodétermination, à l'autonomie, à la terre et aux ressources naturelles des territoires, ainsi qu'à l'éducation et à la santé.

Inspirée par des théories d'écologie politique, l'ethnographie d'Annick Thomassin dans le détroit de Torres, situé au nord-est de l'Australie, fait surgir la contradiction qui consiste à protéger des modes de vie des habitants en imposant en même temps une pêche industrielle. Elle analyse les savoirs autochtones à partir d'un exemple de cogestion de ressources naturelles fondée sur une approche bioéconomique des pêches. La collaboration étroite entre instances gouvernementales et groupes d'usagers et d'intérêts (communautés, pêcheurs autochtones) ambitionne *a priori* l'émergence de pratiques de gestion et de développement plus soutenables et culturellement plus appropriées. Mais Thomassin montre que l'intégration des savoirs autochtones censés améliorer la compréhension des milieux naturels et les environnements concernés ne remet pas en question les conceptions culturelles de la nature et les relations à celle-ci, sous-jacentes aux stratégies de gestion mises en œuvre. Les savoirs autochtones se retrouvent dissociés des modalités de gestion, au point qu'ils ne participent pas d'une renégociation des rapports de pouvoir entre savoirs autochtones et scientifiques. Ainsi, la gestion des pêches demeure subordonnée à la souveraineté de l'État australien sur les eaux du détroit, même si des comités consultatifs composés d'Insulaires existent depuis la reconnaissance officielle de leurs titres autochtones sur la mer. Leur régime de propriété coutumière et le contrôle des ressources commerciales sont antinomiques avec la conception australienne du droit maritime. Les critères de mesure des stocks mis en place par les biologistes marins à des fins commerciales génèrent une pression démesurée sur les pêcheurs autochtones poussés par ce mécanisme à se convertir à la pêche industrielle et intensive, ce qui constitue un obstacle à la construction de l'autonomie politique du territoire.

Sofia Cevallos montre à l'échelle d'une région de l'Amazonie équatorienne (Parc Yasuni-ITT) l'ampleur des disproportions de projets de développement menés par des entreprises minières, de pêche, d'exploitation de réserves naturelles qui cantonnent les peuples autochtones à un territoire et limitent leur pouvoir de décision. La fin de l'Initiative ITT a généré de nouveaux processus

d'organisation et de dialogue autour desquels ont convergé des mouvements écologistes, autochtones, féministes et étudiants. L'ethnographie qu'elle a réalisée à Llançama illustre la façon dont plusieurs peuples autochtones de l'Amazonie équatorienne ont diversifié leurs stratégies de résistance. En faisant appel au dialogue interculturel et générationnel, les organisations impliquées sont parvenues à revitaliser la question de la défense des droits, notamment les droits à l'auto-détermination des peuples et à l'autonomie autochtone. Pour l'auteure, l'appropriation discursive de la notion du Bien Vivre (*Sumak Kawsay*, *Buen Vivir*) ne saurait cacher les difficultés de consolidation du programme politique des luttes autochtones au sein des États contemporains qui, comme l'Équateur ou la Bolivie, ont constitutionnalisés les articles de la DDPA.

Nombre de protestations des peuples autochtones reposent sur l'idée que les dirigeants étatiques font peu de cas du principe d'auto-détermination inclus dans la DDPA et que les rapports étatiques produits sur les scènes internationale ou nationale masquent les inégalités profondes vécues par les peuples autochtones. Leurs représentants exigent ainsi des critères et des indicateurs plus « justes », fondés sur les droits humains et la culture, ainsi qu'une participation à la prise de décision des affaires les concernant. Cette critique des indices de développement est également une critique aux mesures des populations autochtones dont il s'agirait de combler les manques par un développement sans que les décideurs ne se préoccupent du critère de l'autodétermination.

Penser la démesure conduit également à interroger l'ambition de projets politiques autochtones récents, comme peuvent l'être le projet d'autonomie zapatiste au Mexique ou, à ses antipodes, celui de l'État plurinational de Bolivie. Ainsi, Claude Le Gouill interroge l'ambition démesurée du processus bolivien de rompre à la fois avec la forme traditionnelle de l'État nation, avec le modèle de citoyenneté libéral et occidental, avec le multiculturalisme officiel du continent latino-américain, et avec les effets du capitalisme qui ont généré une nouvelle forme de colonialisme (le pillage des ressources naturelles) et des formes ethnocidaires de développement. Le Gouill tente d'évaluer dans quelle mesure la régulation des ressources naturelles évolue dans le contexte néolibéral des années 1990 et dans les cadres de l'État plurinational mis en place depuis 2009. En s'appuyant sur le concept de « l'Indien autorisé » (*el indio permitido*) utilisé par Charles Hale (2005) à propos du multiculturalisme néolibéral au Guatemala, il revient sur les ambiguïtés du tournant multiculturel des années 1990, en toute mesure compatible avec le néolibéralisme. D'une part, les principes de décentralisation de la gouvernance minière ont recentré le développement sur le plan local communautaire. D'autre part, les nouveaux standards de la « bonne gouvernance » ont contraint les organisations autochtones à répondre à ces nouveaux critères de la figure du « natif

écologique» (Ulloa, 2005) dans des projets ethno-développementalistes, par exemple à travers le *sustainable mining*. Les nouvelles réflexions autour d'une économie «andino-amazonique» qui se distinguerait du modèle néolibéral suivi jusqu'à présent restent ainsi subordonnées à un modèle développementaliste national, dont les frontières se déplacent jusqu'au sein des territoires traditionnels. Jusqu'aux événements de 2019 qui ont poussé Evo Morales à fuir le pays et remis en cause l'État plurinational par le retour au pouvoir des conservateurs, le gouvernement bolivien faisait aussi bien usage d'une écologisation de l'indianité à travers le concept de *Vivir bien*, qui rappelle celui de *Buen Vivir* en Équateur, qu'il poursuivait des politiques extractives, accompagnées de programmes plutôt timides sur le plan de l'interculturalité ou de la défense des territoires.

Pour sa part, le texte de Marie Salaün montre une autre démesure qui frappe les expériences des jeunes autochtones, celle de l'incertitude. Ce chapitre présente les retours d'expérience de jeunes Kanak de Nouvelle-Calédonie en cours de formation aux métiers de la mine dans des établissements éducatifs québécois au Canada. Le but des entretiens réalisés avec ces jeunes autochtones était de recueillir le versant subjectif d'une expérience de formation à l'étranger. Les récits recueillis et analysés par Marie Salaün témoignent des répercussions individuelles d'un climat économique, politique et social vécu comme incertain. Les contours de la nouvelle condition salariale sont retracés pour une génération autochtone dont le destin est lié au développement de l'activité minière et aux cours internationaux du nickel. La réflexion suscitée par l'expérience canadienne donne l'occasion de revenir sur les parcours scolaires antérieurs, en Nouvelle-Calédonie, pour éclairer le choix collectif qui s'impose aujourd'hui au peuple kanak, tiraillé entre lutte pour l'indépendance d'une future Kanaky et stratégie de défense des droits autochtones.

CE QUE NOUS ENSEIGNENT LES SAVOIRS AUTOCHTONES FACE AUX DÉMESURES

Qui dit mesure, dit révolte.

Les sciences sociales sont confrontées aux complexités de l'analyse de la mesure des excès, des outrances et des outrages qui nous sont contemporains, et qui renvoient bien souvent à des inégalités et des exclusions plus anciennes, d'ordre économique, social ou racial. Ces expressions multiples de la démesure aboutissent souvent à des formes de révolte ou de résistance si la mesure n'est pas l'objet d'un consensus ou si elle est considérée comme étant transgressive à des valeurs, des normes ou des pratiques. Ainsi, l'évaluation de ce qui est mesuré et ce qui ne l'est pas procède d'une double opération d'appréciation

des ordres de grandeur différenciés culturellement : celle des projets qui touchent directement les peuples autochtones mais aussi celles des chercheurs.

« Toute réflexion aujourd'hui, nihiliste ou positive, sans le savoir parfois, fait naître cette mesure des choses que la science elle-même confirme », écrivait Albert Camus dans *L'Homme révolté* (1951). Les grandeurs scientifiques du xx^e siècle ont engendré les rêves les plus fous d'absolu, rendant évidente l'obligation d'introduire des échelles, ou ce que Camus appelle les « grandeurs relatives », non absolues, pour ne pas « pousser jusqu'au bout » notre pensée et les techniques qui l'accompagnent. Le potentiel de destruction et d'asservissement intrinsèques à tout progrès scientifique confère une valeur primordiale aux limites et à la réflexion servant à organiser non seulement ce que l'on cherche à mesurer, mais la mesure elle-même. C'est dans cette optique que l'engagement des chercheurs en sciences sociales offre non seulement un horizon éthique qui guide les choix de thèmes de réflexions permanentes dans un champ d'études traversé par une sensibilité, une sympathie, ou parfois une adhésion aux mobilisations contemporaines pour la dignité des peuples. Les chapitres de ce livre collectif rendent ainsi compte d'analyses critiques des effets des démesures que ceux-ci subissent et auxquelles ils résistent. Et, de manière réflexive, chacun des contributeurs est engagé à sa façon auprès de luttes autochtones dans des contextes hautement complexes. Mais ils partagent des valeurs et des pratiques scientifiques qui s'inscrivent dans une logique de relais d'une action à laquelle se remet Rodolfo Stavenhagen quand il en appelle à « la responsabilité sociale » des anthropologues (voir l'épilogue de cet ouvrage).

Examiner l'ampleur de la démesure dans le champ des savoirs autochtones nous renvoie à l'étude de leurs formes d'apprentissage, en particulier sous la forme de l'éducation scolaire. Celle-ci est généralement organisée par des acteurs locaux agissant sous le contrôle des gouvernements des États-nations qui sont rarement soucieux de garantir que les droits éducatifs soient effectivement basés sur le respect des savoirs, des langues et des formes d'organisation autochtone. Cependant dans certains pays multiculturels, les États néo-indigénistes² ont mis en place des mesures visant à imposer des programmes d'éducation interculturelle et multilingue, avec peu de succès au-delà d'expérimentations qui sont difficilement généralisables. D'ailleurs, les liens fragiles

2. Les États latino-américains ont prétendu renouveler leurs politiques envers les autochtones avec le tournant multiculturel des années quatre-vingt-dix. Les tendances du néo-indigénisme mexicain dans les politiques publiques de ces dernières décennies ont été marquées par « l'adoption d'une législation spécifique, la décentralisation, la déssectorisation, ainsi que l'introduction de critères ethniques dans l'attribution des bénéfices des programmes sociaux » (Devineau, 2012 : 171), mais sans mettre pour autant fin aux discriminations et inégalités socio-raciales. L'application et l'instrumentalisation de nouveaux droits génèrent aujourd'hui différentes formes de contrôle politique et de domination économique et socio-culturelle, qui deviennent aussi des enjeux de luttes.

qui structurent les rapports entre, d'une part, le monde scolaire, et d'autre part, la sphère familiale et communautaire, représentent un vaste champ de tensions pour la recherche et l'action en éducation. L'intérêt porté à l'éducation des peuples autochtones n'est pas seulement une affaire de mise en œuvre des droits, mais avant tout de culture, de spiritualité, de savoirs, d'histoires, de chants, de croyances et de valeurs partagées entre parents, aînés et enfants, ainsi que de leurs rapports à l'environnement (Bellier et Hays, 2016). Un enjeu crucial en vue de transformer l'école est d'y introduire des formes et des contenus d'enseignement qui soient moins injustes au niveau du déphasage entre les codes de la culture scolaire et les codes de la culture du groupe d'appartenance. Les demandes éducatives des peuples autochtones correspondent en général à une profonde ambition d'autonomie politique qui peut probablement paraître démesurée : la décolonisation de l'école (Baronnet et Salaün, 2018), à partir de changements pédagogiques radicaux.

Dans cette optique, Bruno Baronnet analyse la démesure dans les défis actuels de l'éducation autochtone au Mexique. Une approche raciste se maintient de façon visible et démesurée dans les contenus de l'éducation appelée interculturelle, bilingue, communautaire ou « inclusive », sans la participation directe ou indirecte des organisations et des autorités autochtones dans la gestion scolaire et les pédagogies. Face à des contextes de violences et de luttes sociales, il est donc nécessaire de surmonter les effets de la haine, du mépris et des stéréotypes à l'école. La possibilité d'agir contre le racisme, tant dans les écoles conventionnelles que dans les écoles alternatives, dépend en partie des équipes de professeurs qui font des recherches sur leurs pratiques dans un dispositif pédagogique spécifique et s'appuient sur des alliances stratégiques avec des détenteurs locaux de savoirs populaires. Les éducateurs peuvent ainsi reconnaître le caractère dénigrant de leurs interventions et transformer leur action tout au long de leur formation, en déconstruisant le racisme qui se dissimule souvent derrière une idéologie de la supériorité qui hiérarchise des groupes racialisés et qui se manifeste aussi bien au foyer qu'à l'école. L'apprentissage généralisé des histoires et des droits des peuples originaires pourrait contribuer à briser la culture du mépris qui prédomine dans la société et empêche les communautés de jouir d'un véritable droit d'accès à l'école. Ce mépris entrave la création et la gestion autonome de centres éducatifs autochtones orientés pédagogiquement vers la connaissance des territoires menacés afin de les défendre plus efficacement.

Pour sa part, Raphaël Coliaux présente dans son chapitre des réflexions ethnographiques sur les modes de mobilisation des familles et des communautés autochtones dans la région de Madre de Dios, au Pérou, qui s'engagent à financer le départ et le retour des jeunes souhaitant aller étudier à Cuzco ou à

Lima. Les pratiques d'assemblée sont cruciales à cet égard, car elles conduisent les parents à mener un contrôle mesuré des dépenses liées aux parcours d'études en ville de leurs enfants. Fruit d'une recherche doctorale récente, ce travail aborde précisément la question de la scolarisation chez les Matsigenka, population amérindienne du sud de l'Amazonie péruvienne. En revenant sur les origines coloniales de la forme scolaire et du modèle de la communauté autochtone, l'auteur s'intéresse à la façon dont les Amérindiens se saisissent de ces deux institutions pour se construire en tant que groupe qui travaille à son insertion dans les dynamiques sociopolitiques contemporaines. La poursuite des études supérieures rend de tels enjeux particulièrement saillants, dans la mesure où les autochtones tendent à orchestrer collectivement les migrations estudiantines, de manière à s'assurer *in fine* du retour de « leurs » jeunes et de la redistribution des savoirs acquis. Pour Colliaux, la démarche des Matsigenka vise à mesurer avec soin les potentialités de la scolarisation pour mieux les intégrer. Ainsi, l'insertion progressive dans les études supérieures renvoie moins à un processus d'acculturation de la jeunesse qu'à la possibilité de reproduire le groupe dans un contexte socioéconomique qui est différent de celui des aînés.

Pour Silvia Macedo, la démesure des projets d'éducation multiculturelle et multilingue se donne pleinement à voir dans les tensions observées entre, d'une part, une institution scolaire fortement imbriquée à une logique d'unité nationale et, d'autre part, une forte diversité des populations dont la culture constitue le socle des objectifs, des manières de faire l'école et des différents projets pédagogiques. L'institution scolaire propose aux élèves de s'ouvrir à la diversité culturelle, mais en réalité les structures et les traditions scolaires semblent avoir des difficultés à incorporer cette même diversité. Dans une démarche d'anthropologie critique, Macedo analyse des pratiques d'éducation scolaire chez les Amérindiens au Brésil, en se demandant à quel point elles sont des exemples de « mesures démesurées ». Les projets éducatifs conduits par les autochtones sont originaux, créatifs et rivalisent d'ingéniosité à travers l'énoncé de nouveaux objectifs pédagogiques et des expériences novatrices en termes de transmission des savoirs en langues amérindiennes. Maîtriser des connaissances jugées fondamentales pour la poursuite des luttes autochtones va de pair avec la maîtrise de l'écrit et l'appropriation de l'école. En témoigne le degré de mobilisation des familles et des autorités locales dans les affaires scolaires.

Dans le domaine éducatif encore, Léa Lefèvre-Radelli s'interroge sur la réappropriation culturelle et la décolonisation des savoirs universitaires au Québec, en revenant sur l'usage même de la notion de savoirs autochtones. La question des savoirs autochtones se place au cœur des demandes d'autonomie et de contrôle d'établissements qui reconnaîtraient ainsi les valeurs, les

cultures et les langues des Premières Nations. Malgré quelques expériences les prenant en compte (comme l'Institution Kiuna, située dans la communauté abénakise d'Odanak), la majeure partie des étudiants autochtones sont mis à l'épreuve de cadres anglophones et francophones qui excluent des savoirs les pratiques traditionnelles et qui oscillent entre des formes de réappropriation identitaire et d'essentialisation des cultures. Au niveau théorico-méthodologique, la notion de savoirs autochtones serait à la fois appropriée et disproportionnée, par exemple en associant l'identité autochtone à des pratiques spécifiques non partagées par l'ensemble des Premières Nations, comme les rites de guérison et le soutien psychologique et spirituel offerts aux étudiants autochtones selon leur culture propre, par l'Université Concordia. Après une réflexion sur la manière d'appréhender ces réalités anthropologiques, Lefèvre-Radelli évoque les écueils à éviter dans les universités montréalaises qui font preuve d'une certaine démesure en reprenant les débats sur une « épistémologie autochtone spécifique » sans les contextualiser. Avec des intellectuels des Premières Nations comme Marie Battiste (2013), elle regrette que des chercheurs s'empêchent de critiquer cette notion de savoirs, par crainte de réfuter les perspectives et les méthodes pédagogiques des autochtones. Cet état de fait témoigne d'une certaine évolution de l'université, avec le besoin de développer un discours anthropologique plus réfléchi et « plus mesuré » sur des notions qui tendent à être figées, homogénéisées et folklorisées, en tant que « savoirs autochtones ».

L'ENGAGEMENT DE RODOLFO STAVENHAGEN ET LA RESPONSABILITÉ DANS LA RECHERCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE

Cet ouvrage s'achève par un hommage à l'éminent sociologue Rodolfo Stavenhagen (1932-2016), avec la publication inédite du texte « *La antropología mexicana: un proyecto de nación* », traduit au français, de la conférence qu'il prononça en 2015 lors de la réception d'un doctorat *Honoris Causa* à l'Université nationale autonome du Mexique. L'épilogue profond et élégant du professeur mexicain contribue à replacer le thème de ce livre dans la généalogie des études critiques, dans le droit fil de ses travaux publiés à Paris, il y a un demi-siècle, sur les classes sociales dans les mondes ruraux publiés (1968) et les sept thèses erronées sur l'Amérique latine (1973) qui sont toujours d'actualité aujourd'hui comme l'a reconnu l'auteur lors d'une série d'hommages académiques réalisés en sa présence.

Le texte « L'anthropologie mexicaine: un projet de nation » porte sur l'institutionnalisation d'une science sociale qui érige des normes et des frontières déterminantes pour les projets de recherche et les politiques scientifiques en

vigueur. En effet, l'anthropologie sociale a surgi comme discipline au service du colonialisme pendant les premières décennies du xx^e siècle, ses antécédents remontant au xix^e siècle. À l'encontre des schémas évolutionnistes européens et de l'idée raciste de supériorité et d'infériorité des peuples et cultures, le rôle de l'anthropologie dans la construction du nationalisme mexicain a été marqué par les excès assimilationnistes de l'idéologie du métissage et par l'exaltation d'un passé préhispanique mis en avant dans le patrimoine culturel. Les années quarante ont instauré un lien intime entre la discipline anthropologique et l'administration publique, les politiques indigénistes ayant pour objectif l'éducation rurale et indienne. Moisés Sáenz, Alfonso Caso et Gonzalo Aguirre Beltrán sont devenus les fers de lance du processus d'acculturation visant à « intégrer » les autochtones et « développer » les communautés marginalisées.

De façon magistrale, Stavenhagen montre qu'au nom du métissage comme facteur d'intégration à la vie nationale, le modèle mexicain de l'indigénisme qui se diffuse en Amérique latine a reproduit les divisions socioraciales issues du xix^e siècle, de la période républicaine indépendantiste puis de la période révolutionnaire. La continuité de cette persistance provient de l'imposition du « métissage » qui réarticule ceux de « race », de « culture » et de « classe ». Si le concept de métissage est aujourd'hui un thème débattu dans les milieux universitaires, dans les milieux politiques et idéologiques de l'indigénisme, il était inscrit dans les objectifs liés à des politiques publiques marquées par la démesure d'un projet idéologique de nation associé à un projet anthropologique.

Pour reprendre les mots de Stavenhagen, « que signifie aujourd'hui parler de la responsabilité sociale de l'anthropologie et de l'engagement social de ceux qui l'exercent au niveau professionnel » ? Il conclut à la fin de ce chapitre que les défis que nous affrontons aujourd'hui exigent de la part de l'anthropologie une redéfinition de ses objectifs et un engagement auprès de la société. Peu enclins à se revendiquer d'une objectivité ou neutralité illusoire, les auteurs de cet ouvrage reprennent de façon plus ou moins explicite cet appareil critique à leur compte en se montrant réflexifs sur les positions à partir desquelles ils mènent des recherches en sciences sociales, parlent et écrivent. Qui dit mesure, dit excès et révolte, mais aussi responsabilité.

Réfléchir à la mesure et la démesure oblige donc aussi les chercheurs à prendre en compte la dimension éthique de leur production scientifique, des savoirs et des relations prises dans l'étau de logiques de domination et de résistance. Il leur incombe de saisir leurs dimensions matérielle et symbolique, pour apprécier des ordres de grandeur différenciés culturellement, inscrits dans des rapports de force plus ou moins (dé)mesurés entre peuples autochtones, États et entreprises multinationales, qui pillent les richesses des

territoires et des savoirs autochtones comme une manne de ressources à spolier et commercialiser.

La dispute pour la définition des mesures et de leurs limites est omniprésente dans la quête de visibilité de peuples en lutte. Depuis des siècles, les peuples et leurs droits sont soumis à toutes sortes d'effets (dé)mesurés qui les mettent à l'épreuve sans répit. Ces menaces les plongent dans l'incertitude et parfois le désarroi face au risque tenace de dangers, de souffrances, de malheurs, car subir toutes sortes d'exploitation et d'humiliation, souvent racistes, renvoie à des épreuves difficiles à traverser et surmonter, avec de surcroît la criminalisation et l'usage disproportionné de la force publique à l'encontre des militants autochtones. Ainsi, l'irresponsabilité de la profonde démesure des modèles capitalistes de développement est dénoncée virulemment dans la guerre politique déclarée par nombre d'organisations et de leaders autochtones qui résistent à l'implantation sur leurs territoires de projets miniers, pétroliers, hydrauliques ou touristiques grâce à des outils internationaux comme la DDPA.

Les violences, toujours excessives, aussi bien physiques que sociales, symboliques et émotionnelles, constituent des sévices, des douleurs et des stigmates qui sont difficilement mesurables de façon intégrale. À l'heure d'affronter des projets économiques dévastateurs, des politiques éducatives ethnocides ou des faits tragiques comme les suicides chez les jeunes autochtones, les demandes pour défendre la vie et la survie des peuples et tribus ne seront jamais démesurées face aux excès de violence sociale et politique d'un système mondial de développement économique capitaliste.

Qui dit mise à l'épreuve des pratiques et savoirs autochtones, dit prise de responsabilité des chercheurs, face à des enjeux bel et bien disproportionnés.

BIBLIOGRAPHIE

- Baronnet, Bruno et Salaün, Marie**, 2018, «La educación de los pueblos originarios: entre derecho internacional y experiencias comunitarias», in *¿Descolonizar la escuela? Estrategias indígenas en el Pacífico insular*, Buenos Aires, Elaleph, UAIM, pp. 23-41.
- Battiste, Marie**, 2013, *Decolonizing Education. Nourishing the Learning Spirit*, Saskatoon, Purich Publishing.
- Bellier, Irène**, 2013, «La reconnaissance internationale des peuples autochtones», in Bellier, Irène (dir.), *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*, Paris, L'Harmattan, pp. 13-37.
- Bellier, Irène; Cloud, Leslie et Lacroix, Laurent**, 2017, *Les droits des peuples autochtones. Des Nations unies aux sociétés locales*, Paris, L'Harmattan.
- Bellier, Irène et Hays, Jennifer (dir.)**, 2016, *Quelle éducation pour les peuples autochtones?*, Paris, L'Harmattan.

- Camus, Albert**, 1951, *L'Homme révolté*, Paris, Gallimard.
- Charters, Claire et Stavenhagen, Rodolfo (dir.)**, 2013, *La Déclaration des droits des peuples autochtones. Genèse, enjeux et perspectives de mise en œuvre*, Paris, L'Harmattan.
- Cloud, Leslie et Le Bonniec, Fabien**, 2012, « Entre logiques d'État et autochtonie : dynamiques de la territorialité mapuche à l'heure du droit à l'autodétermination des Peuples autochtones », *Quaderns-e*, vol. 2, n° 17, pp. 25-43.
- Devineau, Julie**, 2012, « L'ethnicité est-elle soluble dans le local ? Les réformes législatives locales en matière indigène au Mexique, et leur application », in Gros, Christian et Dumoulin, David (dir.), *Le multiculturalisme « au concret ». Un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, pp. 171-182.
- Gros, Christian et Dumoulin, David (dir.)**, 2012, *Le multiculturalisme « au concret ». Un modèle latino-américain ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 460 p.
- Hale, Charles**, 2005, « Neoliberal Multiculturalism: The Remaking of Cultural Rights and Racial Dominance in Central America », *PoLAR*, vol. 28, n° 1, pp. 10-28.
- Iwgia**, 2017, *Monde Autochtone 2017*, Paris, Gitpa, traduction du rapport annuel de Iwgia, *The Indigenous World/ El Mundo Indígena*, <https://www.gitpa.org/>.
- Quijano, Anibal**, 2007, « Race et colonialité du pouvoir », *Mouvements*, vol. 51, n° 3, pp. 111-118.
- Stavenhagen, Rodolfo**, 2013, *The Emergence of Indigenous Peoples*, New York, Springer.
- Stavenhagen, Rodolfo**, 1973, *Sept thèses erronées sur l'Amérique latine ou comment décoloniser les sciences humaines*, Paris, Éditions Anthropos, 208 p.
- Stavenhagen, Rodolfo**, 1968, « Classes sociales et stratification », *L'Homme et la société*, n° 8, Paris, Éditions Anthropos, avril-juin 1968, pp. 201-211.
- Ulloa, Astrid**, 2005, *The Ecological Native. Indigenous People's Movements and Eco-Governmentality in Colombia*, New York, Routledge.

Sous la direction de

BRUNO BARONNET ET SABRINA MELENOTTE

PEUPLES ET SAVOIRS AUTOCHTONES À L'ÉPREUVE DES (DÉ)MESURES

COLLECTION HORIZONS AUTOCHTONES



L'Harmattan

COLLECTION « HORIZONS AUTOCHTONES »

Collection dirigée par Irène Bellier et Patrick Kulesza
avec Joëlle Chassin

À l'issue d'une vingtaine d'années de négociation, dans le cadre des Nations unies, entre les représentants des États et les délégués des organisations autochtones, la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones a été approuvée en septembre 2007, à une très large majorité, par l'Assemblée générale des Nations unies.

Cette adoption ouvre un nouvel horizon de réflexion et d'action sur les différentes modalités possibles d'exercice du droit des peuples autochtones à disposer d'eux-mêmes.

La collection « Horizons autochtones » a pour objectif de faire connaître les dynamiques, les luttes, les changements que l'on observe dans la situation des communautés autochtones concernées par cette déclaration à travers le globe.

DÉJÀ PARUS

Guillaume Fontaine, 2010, *Gaz et pétrole en Amazonie, conflits en territoires autochtones*.

Bellier Irène (dir.), 2013, *Peuples autochtones dans le monde. Les enjeux de la reconnaissance*.

Charters Claire et Stavenhagen Rodolfo (dir.), 2013, *La Déclaration des droits des peuples autochtones. Genèse, enjeux et perspectives de mise en œuvre*.

Bellier Irène (dir.), 2014, *Terres, Territoires, Ressources. Politiques, pratiques et droits des peuples autochtones*.

Bellier Irène et Jennifer Hays (dir.), 2016, *Quelle éducation pour les peuples autochtones ?*

Bellier Irène, Leslie Cloud et Laurent Lacroix, 2017, *Les droits des peuples autochtones. Des Nations unies aux sociétés locales*.

Bellier Irène et Hays Jennifer (dir.), 2019, *Échelles de gouvernance et droits des peuples autochtones*.

PEUPLES ET SAVOIRS AUTOCHTONES À L'ÉPREUVE DES (DÉ)MESURES

Sous la direction de

Bruno Baronnet et Sabrina Melenotte

Cet ouvrage coordonné par Bruno Baronnet, enseignant-chercheur à l'Université de Veracruz au Mexique, et Sabrina Melenotte, chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), résulte d'un Atelier thématique qui s'est tenu à Toulouse le 1^{er} juillet 2015, au sein du 2^e Congrès de l'Association française d'ethnologie et d'anthropologie, qui portait sur « la démesure ». Il est le fruit du travail de plusieurs membres du Réseau de recherche « Peuples autochtones ».

Contact: rpa@gmail.com - <https://reseaupeuplesautochtones.org/>

Bruno Baronnet et Sabrina Melenotte tiennent à remercier les membres du Réseau « Peuples autochtones », du Gitpa et de l'équipe Sogip pour leur implication dans l'animation de ce symposium et le travail de publication de cet ouvrage, tout particulièrement Irène Bellier, Sofia Cevallos, Leslie Cloud, Raphaël Colliaux, Claude Le Gouill, Léa Lefevre-Radelli, Silvia Macedo, Marie Salaün et Annick Thomassin. Ils remercient également la famille de Rodolfo Stavenhagen pour l'autorisation de publier la traduction de la conférence magistrale qu'il a prononcée lors de la remise du Doctorat Honoris Causa de l'Université nationale autonome du Mexique, en 2015.

COUVERTURE

Œuvre de Saúl Kak, *Zoques contra hidrocarburos (Les Zoques contre les hydrocarbures)*. Elle a été élaborée en 2017 au Chiapas et donnée à l'Université de la Terre où elle est exposée. Artiste plasticien et cinéaste mexicain, Saúl Kak est né au Chiapas en 1985, dans la communauté zoque d'Esquipulas Guayabal. Ses peintures murales et sur toile retracent l'histoire et le parcours de son peuple ainsi que les luttes actuelles contre le forage de puits de pétrole qui menacent le territoire et la survie de cette culture mésoaméricaine. Engagé dans la défense des migrants et des autochtones, Saúl Kak milite au sein du Centre de langue et de culture zoque qui participe au réseau du Congrès national autochtone, proche du mouvement zapatiste. Ses œuvres sont exposées dans la galerie d'art Muy à San Cristobal de Las Casas ainsi que dans plusieurs villages autochtones comme à Nuevo Carmen Tonapac, où des familles zoques ont été déplacées après l'éruption du volcan Chichonal en 1982. <http://www.galeriamuy.org/saul/>

CONCEPTION: Évelyne Chotard – 2020

© L'Harmattan, 2020

5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.librairieharmattan.com>

diffusion.harmattan@wanadoo.fr

ISBN: 978-2-343-21414-6

EAN: 9782343214146

Sommaire

Sabrina Melenotte et Bruno Baronnet	
Introduction. Les sciences sociales à l'épreuve des (dé)mesures	7
Irène Bellier	
Les échelles de la gouvernance des peuples autochtones, la mesure et le manque	25
PREMIÈRE PARTIE	
LES DROITS AUTOCHTONES FACE À LA (DÉ)MESURE DE L'ÉTAT	45
Sabrina Melenotte	
Violences politiques et criminelles au Mexique : les justices autochtones entre des feux croisés	47
Anna Schmit	
Démesure néolibérale, souveraineté des peuples et lutte des femmes autochtones de Colombie pour le droit à disposer d'elles-mêmes	67
Leslie Cloud	
L'État de droit au Chili à l'aune des droits des peuples autochtones ou le reflet d'une démesure	87
Verónica González González	
Les demandes d'autodétermination des peuples autochtones du Mexique : vers de nouvelles souverainetés ?	107
DEUXIÈME PARTIE	
DES PROJETS (DÉ)MESURÉS DE DÉVELOPPEMENT À L'ÉPREUVE DU POUVOIR	123
Annick Thomassin	
Coloniser la bureaucratie ? Rapports de pouvoir, savoirs scientifiques et savoirs insulaires dans le détroit de Torrès, Australie	125
Sofia Cevallos	
Peuples autochtones et démesure des projets de développement en Équateur : le cas de l'Initiative Yasuní-ITT	145

Claude Le Gouill	
L'État plurinational de Bolivie sous la présidence d'Evo Morales : la fin d'un développement démesuré ?	161
Marie Salaün	
Les Kanak au Québec. L'expérience de jeunes autochtones calédoniens en formation aux métiers de la mine à Rouyn et à Sept-Îles	179
TROISIÈME PARTIE	
MESURES ET DÉMESURES DANS L'ENSEIGNEMENT DES SAVOIRS AUTOCHTONES	199
Bruno Baronnet	
Les enjeux de l'éducation autochtone face au racisme structurel au Mexique	201
Raphaël Colliaux	
Partir pour mieux revenir. L'école en Amazonie péruvienne	221
Silvia Macedo	
Pratiques d'éducation scolaire des Amérindiens au Brésil	235
Léa Lefèvre-Radelli	
Décolonisation des savoirs universitaires et réappropriation culturelle : perspectives critiques sur la notion de savoirs autochtones au Québec	251
ÉPILOGUE	
L'ANTHROPOLOGIE INDIGÉNISTE DANS SA DÉMESURE	267
Rodolfo Stavenhagen	
L'anthropologie mexicaine : un projet de nation	269